

Manchette, mercredi 5 mai 2004, p. 5

Hausse supplémentaire de taxes pour les maisons d'Ottawa

Thériault, Charles

La Ville d'Ottawa adopte une augmentation des taxes municipales des maisons et qui s'ajoute à la hausse de 2,9 % décrétée le 26 mars dernier lors de l'adoption du budget municipal.

Le comité des Services organisationnels et du développement économique a adopté hier une résolution décrétant une hausse supplémentaire de 23 \$ de la facture de taxes d'une propriété moyenne évaluée à 200 000 \$. Cette même propriété moyenne dont la taxe devait augmenter de 67 \$ subira plutôt une hausse de 90 \$, si la résolution est adoptée par le conseil municipal la semaine prochaine.

Cette augmentation permettra de réduire les taxes des immeubles à logements multiples et devrait occasionner une diminution de 0,5 % du prix des loyers.

Le comité a pris cette surprenante décision au terme d'un débat sur le taux de taxation des différentes catégories de propriété. Ce taux est basé sur la valeur des propriétés et il détermine le montant des taxes municipales. On compare les différentes catégories (commercial, industriel, édifices à logements etc.) à la valeur des maisons. Le secteur résidentiel a donc le taux de 1,00 et les autres catégories obtiennent un taux inférieur ou supérieur selon le cas.

Le rapport étudié hier proposait de faire passer le taux des édifices à logement de 2,150 à 2,3751. Cela aurait pour effet de faire augmenter davantage le fardeau fiscal des propriétaires des édifices à logement. Toute hausse des taxes municipales entraîne une augmentation des loyers.

Hier, plusieurs groupes de locataires et de propriétaires d'édifices à logement sont venus demander au comité de ne pas augmenter le taux. " Il faut réduire le fardeau des locataires et non l'augmenter. Depuis quelques années, la ville réduit progressivement ce taux mais ce que vous proposez est un pas en arrière ", a fait valoir Luigi Caparelli qui représentait l'un de ces groupes. Le porte-parole du géant de l'immobilier Minto, Roger Greenberg, a plaidé la même cause en donnant l'assurance qu'un retour au taux de 2003 entraînerait une diminution automatique du prix des loyers.

La conseillère Janet Stavinga a proposé de revenir au taux de 2,150 qui était en vigueur en 2003, ce qui fut accepté par les membres du comité.

© 2004 Le Droit. Tous droits réservés.